IFAD | FIDA

Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

Déclaration de la Table ronde des Gouverneurs

L'agriculture paysanne est appelée à rester inscrite au programme d'action mondial et devrait occuper une place centrale dans le développement. Il est essentiel d'investir dans l'agriculture familiale non seulement pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté, mais également pour dynamiser les sociétés rurales et les mettre en relation avec un monde en rapide mutation.

La trente-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA intervient durant l'Année internationale de l'agriculture familiale. Les 2,5 milliards de personnes qui vivent de l'agriculture familiale constituent une ressource considérable mais inexploitée et font partie intégrante de la solution pour pouvoir atteindre les objectifs de développement à l'échelle mondiale. L'agriculture est désormais considérée comme un secteur d'investissement rentable, susceptible d'ouvrir des perspectives considérables en termes de transformation de la société rurale et de la vie en milieu rural. Le succès sera garanti à condition de reconnaître que l'agriculture est une entreprise commerciale, de sorte que les agriculteurs puissent envisager leur activité dans une optique de croissance et de prospérité, et pas simplement comme un moyen de subsistance.

Cette transformation doit partir des jeunes, dont notre avenir dépend. Il faut les encourager, dès leur plus jeune âge, à voir dans l'agriculture un métier durable et digne, et à se rapprocher de la terre et des communautés rurales. Cela peut être fait par le biais des programmes scolaires, des activités de vulgarisation et des technologies de l'information. Mais cela suppose également d'investir dans l'espace rural afin de créer toute une gamme d'emplois et de débouchés, de manière à ce que les jeunes décident de rester en milieu rural et que leurs communautés prospèrent.

Rien de cela ne pourra se faire sans leadership et sans un environnement porteur. Il appartient aux gouvernements de "donner l'exemple", en accroissant la part du budget national consacrée à l'agriculture, en investissant dans des domaines du secteur public tels que les infrastructures et l'éducation, et en mettant en place des politiques et des législations favorables aux petits agriculteurs, c'est-à-dire des politiques qui appuient les droits fonciers des familles de petits exploitants, qui facilitent l'accès de ces derniers aux services financiers et qui les aident à se relier aux marchés.

Il est essentiel d'harmoniser les efforts de développement, en coordonnant l'ensemble des activités et en les alignant sur les priorités et stratégies nationales. Les producteurs et leurs organisations doivent y participer, à l'instar des gouvernements, des institutions de développement et du secteur privé. Les efforts doivent privilégier la production à visée commerciale et l'approche filière afin de renforcer l'économie rurale et d'aider les petits agriculteurs à s'introduire dans les marchés locaux, nationaux et internationaux.

Les technologies de l'information sont un facteur crucial si l'on veut que les petits agriculteurs puissent avoir accès aux savoirs, aux services – tant en matière de financement que de vulgarisation – ainsi qu'aux informations sur les marchés. Dans un contexte de changement climatique, la connectivité avec les technologies de l'information peut permettre une alerte rapide et, partant, réduire les risques et la vulnérabilité.

Tout cela vise à renforcer et à transformer la société rurale proprement dite, et il est donc nécessaire d'adopter une vision globale et sans exclusive. Il est par ailleurs essentiel d'autonomiser les femmes, qui constituent une grande partie de la main-d'œuvre agricole. Développement rural et développement urbain vont de pair: le milieu rural garantit au milieu urbain la nourriture, la gestion des ressources naturelles et les services environnementaux, tandis que le milieu urbain garantit les marchés et le financement, par exemple sous la forme d'envois de fonds.

Le FIDA est bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans tous ces domaines, dans la mesure où il possède un net avantage lié à son engagement au niveau des pays, à la priorité qu'il accorde à l'innovation et au partage des savoirs, et à son approche pragmatique et axée sur les résultats. Il a déjà prouvé qu'il était un partenaire précieux, et il devrait renforcer son rôle d'intermédiaire impartial et mettre à profit sa capacité de mobilisation dans la mesure où il s'agit de la seule institution de ce type qui œuvre exclusivement en faveur de l'agriculture paysanne et du développement rural. Il devrait continuer à favoriser la coopération Sud-Sud, à identifier des moyens de financement novateurs et de nouvelles approches, comme son Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), et à élargir son propre programme de travail avec l'appui de ses États membres.

La formulation d'un nouveau programme de développement pour l'après-2015 est pour les États membres une occasion unique de plaider en faveur de l'investissement en milieu rural et de sa transformation à l'échelle mondiale. Grâce à leur participation, ils peuvent passer à l'étape suivante: veiller à ce que les petits agriculteurs soient au centre du programme de développement.